



Contestation de la mondialisation : vingt ans après la « bataille de Seattle »

Eddy Fougier, Anna Dimitrova

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2019/3 Automne**, PAGES 113 À 127
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.193.0115

Date de mise en ligne : 24/09/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-3-page-113?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-3-page-113?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Contestation de la mondialisation : vingt ans après la « bataille de Seattle »

Par **Eddy Fougier** et **Anna Dimitrova**

Eddy Fougier est politologue, chargé d'enseignement à Sciences-Po Aix-en-Provence. **Anna Dimitrova** est enseignant-chercheur en affaires internationales à l'ESSCA École de management à Paris.

En 1999 à Seattle, la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce a suscité d'importantes manifestations émaillées de violences. Vingt ans plus tard, il apparaît que les objectifs des manifestants n'ont pas été atteints. Le commerce international, en particulier, a connu un fort essor. Toutefois, la contestation et la colère ont pris de l'ampleur. Les populistes promouvant la démondialisation ont mieux su tirer profit du rejet de la globalisation que les altermondialistes.

politique étrangère

Charlene Barshefsky, représentante américaine pour les questions commerciales internationales (USTR) et présidente de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), déclarait le 3 décembre 1999 : « Nous avons constaté, à mesure que le temps passait, qu'il subsistait des divergences d'opinion qui ne pourraient pas être aplanies rapidement. Notre idée, partagée par le directeur général [de l'OMC], les présidents et coprésidents des groupes de travail et les membres dans leur ensemble, était qu'il valait mieux marquer une pause.¹ » Cette déclaration scellait l'échec de la troisième conférence ministérielle organisée à Seattle, aux États-Unis dans l'État de Washington, du 30 novembre au 3 décembre 1999. Trois jours plus tôt, les images de ce qui fut alors appelé « la bataille de Seattle » dans les rues de la ville avaient déjà fait le tour du monde.

Vingt ans plus tard, ce qui s'est passé à Seattle est quelque peu oublié du grand public, *a fortiori* des générations les plus jeunes, alors que l'événement avait eu à l'époque un grand retentissement. Ainsi, durant les mois de novembre et décembre 1999, 872 articles de la presse française ont

1. OMC, « Résumé des réunions du 3 décembre », disponible sur : <www.wto.org>.

mentionné au moins une fois «Seattle» et «OMC»². La «bataille de Seattle» a d'autant plus marqué les esprits que ce qui s'est passé dans cette ville s'est ensuite reproduit lors de plusieurs sommets internationaux, au moins jusqu'au G8 de Gênes de juillet 2001. Deux journalistes de *Libération* qui ont couvert ces événements à l'époque, Christian Losson et Paul Quinio, ont même parlé d'une «génération Seattle» dans un ouvrage publié en 2002³.

Quel regard peut-on porter sur ces événements vingt ans après ? À l'époque, ils ont été vécus par une partie de la société civile comme un tournant majeur, et ont été vus comme un symptôme de la grande désillusion à l'égard du modèle néolibéral de mondialisation. Tout ceci était-il fondé ?

Le «moment Seattle»

La conférence ministérielle de l'OMC⁴ de Seattle a constitué un événement international important, réunissant 3 000 délégués des 135 États membres de l'OMC, en présence de 2 500 journalistes et de plus de 2 000 représentants d'organisations non gouvernementales (ONG)⁵. Son objectif était ambitieux puisqu'il s'agissait d'ouvrir un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, appelé «cycle du Millénaire», et qui devait succéder au cycle de l'Uruguay (1986-1994).

L'échec du cycle du Millénaire

Le moment Seattle correspond en réalité à deux événements de première importance. Le premier est l'échec des négociations qui visaient à lancer un nouveau cycle de négociations multilatérales et qui a été officiellement acté le 3 décembre 1999. Cet échec s'explique avant tout par les dissensions entre États parties aux négociations : entre, d'une part, les principales puissances commerciales (États-Unis, Europe et Japon), notamment sur le dossier agricole, et, d'autre part, entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Au-delà de dissensions commerciales assez traditionnelles entre grandes puissances commerciales, est née à Seattle, pour la première fois, la fronde d'un certain nombre de pays du Sud. Ces derniers revendiquaient en premier lieu une évaluation de l'impact des accords de Marrakech, signés

2. Évaluation d'après les données fournies par Europresse.

3. C. Losson et P. Quinio, *Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation*, Paris, Grasset, 2002.

4. Se réunissant une fois tous les deux ans, la conférence ministérielle de l'OMC est l'organe de décision suprême de l'Organisation, qui rassemble tous les États membres habilités à prendre des décisions sur toutes les questions liées aux accords commerciaux multilatéraux.

5. P. Sabatier, «Après les manifestations de Seattle, le sommet de l'OMC s'est achevé samedi sur un constat d'échec», *Libération*, 6 décembre 1999, disponible sur : <www.liberation.fr>.

en 1994, avant que soit envisagé le lancement d'un nouveau cycle de négociations. Ils s'opposaient aussi vivement aux pays développés sur la question de l'intégration des normes sociales ou environnementales dans les accords commerciaux, qu'ils interprétaient comme une menace protectionniste de la part de ces derniers. Plus largement, ils remettaient en cause le mode de décision asymétrique traditionnel en matière commerciale, en l'occurrence le rôle de la Quad – une Quadrilatérale composée des États-Unis, de l'Union européenne, du Japon et du Canada –, qui donnait généralement l'impulsion aux négociations, ainsi que la procédure dite des *Green rooms*, à savoir les décisions prises par les représentants de quelques gouvernements hors des enceintes officielles de négociation.

Pour certains observateurs, cet échec des négociations s'expliquerait aussi par l'insuffisante préparation de la conférence par le pays hôte, par l'attitude jugée méprisante de Charlene Barshefsky, ou encore par le manque d'expérience de celui qui était alors le nouveau directeur général de l'OMC, le néozélandais Mike Moore.

Cet échec était d'ailleurs assez prévisible à partir du moment où aucun texte de synthèse n'avait pu être adopté préalablement à la conférence, ce qui n'était jamais arrivé jusqu'alors dans l'histoire des négociations commerciales multilatérales.

La « bataille de Seattle »

Le deuxième événement est la « bataille de Seattle » à proprement parler, à savoir les manifestations parfois violentes menées dans la rue par les différents opposants à l'OMC. Cette expression, employée dans la presse, dans plusieurs publications⁶ et dans un film⁷, est passée à la postérité.

La conférence ministérielle a suscité trois types de protestations correspondant à trois grands modes opératoires définis par leur rapport à la légalité et à la conflictualité⁸ : des actions légales et non-violentes (manifestations classiques, conférences), des actions illégales et non-violentes (désobéissance civile), et des actions illégales et violentes (dégradations et destructions de biens).

6. Voir, par exemple, M. Kaldor, « "Civilising" Globalisation? The Implications of the "Battle in Seattle" », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, n° 1, 2000 ; M. I. Lichbach et P. D. Almeida, *Global Order and Local Resistance: The Neoliberal Institutional Trilemma and The Battle of Seattle*, Riverside, Université de Californie, 2001 ou encore M. Barlow et T. Clarke, *La Bataille de Seattle. Sociétés civiles contre mondialisation marchande*, Paris, Fayard, 2002.

7. Le film *Bataille à Seattle* réalisé par Stuart Townsend est sorti en salles en 2008.

8. Voir à ce propos T. Coulouarn et A. Jossin, « Représentations et présentations de soi des militants altermondialistes », in É. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La Dispute, 2005.

Entre 50 000 et 100 000 manifestants selon les évaluations, représentant plus de 800 associations et syndicats, ont défilé dans les rues de la ville. On y trouvait des ONG, des syndicats, des collectifs d'associations, des associations de consommateurs, des étudiants et de simples citoyens. Plusieurs cortèges suivaient des parcours distincts, avec notamment deux cortèges d'étudiants, l'un parti de l'université de Washington et l'autre du Seattle Central Community College, et un cortège de syndicalistes à l'appel du principal syndicat américain, l'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO). Le gros des troupes était en effet formé de membres de syndicats américains. Mark Lichbach et Paul Almeida⁹ ont ainsi comptabilisé 30 000 syndicalistes sur un total de 50 000 manifestants et Max Brichet¹⁰ 50 000 syndicalistes sur 60 000 manifestants.

La singularité de ces manifestations est d'avoir réuni sous une même bannière – l'opposition à l'OMC et, plus largement, à la « mondialisation libérale » – une coalition de groupes assez hétéroclites. Les observateurs ont d'ailleurs parlé à ce moment-là d'une alliance bleue-verte d'ONG environnementalistes et de mouvements syndicaux plutôt productivistes, qui manifestaient ou s'exprimaient jusqu'alors de façons distinctes. Cette alliance s'est incarnée, entre autres, dans les *Turtle-Teamsters*, en référence aux défenseurs des tortues de mer et aux camionneurs syndiqués. Au-delà de ces mobilisations de masse, un contre-sommet, qui a pris la forme de conférences, de tables-rondes ou de spectacles, a été organisé à Seattle le 29 novembre 1999.

Une alliance « bleue-verte » d'ONG environnementalistes et de mouvements syndicaux

Des actions de désobéissance civile, non-violentes mais illégales, ont été organisées par Direct Action Network (DAN), un réseau de mouvements anarchistes nord-américains. Elles ont consisté à tenter d'empêcher les délégués des différents États membres de l'OMC, et les membres du personnel de la conférence, d'accéder au Paramount Theater, là où devait être ouverte officiellement la conférence ministérielle le 30 novembre, ainsi qu'au centre de conférences, en bloquant les principaux axes et carrefours du centre de Seattle, mais aussi l'entrée de l'hôtel Sheraton où la plupart d'entre eux étaient hébergés. Ces actions ont rencontré un succès inattendu, puisque la cérémonie d'ouverture officielle a dû être annulée, Charlene Barshefsky elle-même, comme la secrétaire d'État Madeleine

9. M. I. Lichbach et P. D. Almeida, *Global Order and Local Resistance*, op. cit.

10. « Le syndicalisme à l'épreuve du mouvement altermondialiste français », Colloque international, GERMM, Paris, 3-5 décembre 2003.

Albright, n'ayant pas pu rejoindre le centre de conférences. Les tractations de l'OMC n'ont donc pu débuter que dans l'après-midi du 30 novembre.

Enfin, en fin de matinée ce même jour, des activistes plus radicaux forment un *black bloc* et se livrent à des dégradations et à des destructions matérielles loin du centre de conférences. Ils s'en prennent à des vitrines de succursales de banques ou d'enseignes commerciales, comme McDonald's, Nike, Gap ou Starbucks. Ils détruisent du mobilier urbain et l'utilisent comme outils de destruction de vitrines, ou comme barricades face aux forces de l'ordre, et se livrent à des pillages.

Parallèlement aux manifestations qui se déroulent dans la ville de Seattle, une journée mondiale d'action a été organisée le 30 novembre dans près de 75 villes dans le monde¹¹, à l'instigation de l'Action mondiale des peuples (AMP).

À Seattle, les forces de l'ordre locales, peu habituées aux manifestations de rue, sont rapidement dépassées. Plus de 600 manifestants sont arrêtés. On compte des dizaines de blessés. Les dégâts matériels se chiffrent en millions de dollars. Le maire Paul Schell décrète l'état d'urgence pour la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre, et le gouverneur de l'État de Washington décrète un couvre-feu d'une semaine.

Si les autorités américaines et locales semblent avoir été dans un premier temps prises au dépourvu, ces différentes formes de mobilisation étaient pourtant prévisibles. Les opposants à l'OMC se sont, en effet, mobilisés à partir du printemps 1999 en annonçant à l'avance le calendrier de leurs actions. Le 15 septembre par exemple, plus d'un millier d'organisations de la société civile manifestent à Genève contre l'OMC et un nouveau cycle de négociations. Elles appellent alors à un « moratoire ». La veille de l'ouverture de la conférence ministérielle, un article du *Monde* explique que « syndicalistes, écologistes, militants religieux préparent la grande manifestation internationale du mardi 30 novembre, qui coïncidera avec l'ouverture officielle de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. Malgré les assurances fournies par les organisateurs, la municipalité craint les débordements. Seattle semble bien calme, avant la tempête qui va s'abattre sur le grand port de l'Ouest dès lundi 29 novembre ». Le 27 novembre, l'hebdomadaire *The Economist* recourt aux mêmes termes, parlant d'une « tempête sur la mondialisation ».

11. 13 décembre 1999, disponible sur : <www.nadir.org>.

Les ruptures qui ne se sont pas produites

Quel bilan peut-on établir vingt ans après ces événements ? En premier lieu, il est évident que Seattle n'a pas provoqué les trois ruptures qu'espéraient les opposants à l'OMC et au cycle du Millénaire, à savoir : 1) la remise en cause radicale de l'OMC et du libre-échange, plus largement 2) celle de la globalisation économique, ainsi que 3) une influence de plus en plus déterminante de la « société civile globale », avec un triomphe des idées altermondialistes.

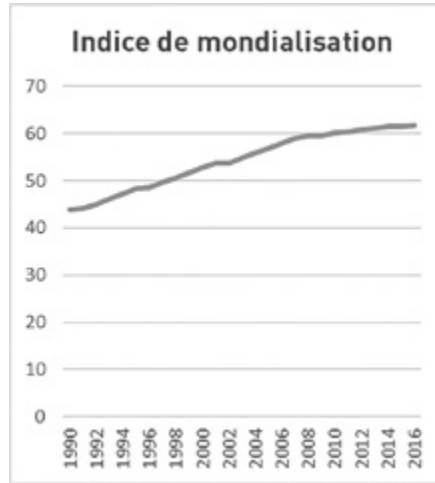
La résilience du libre-échange et de la globalisation

L'OMC existe toujours, même si l'institution est en crise pour bien d'autres raisons que l'échec de la conférence ministérielle de 1999. Si elle avait 135 membres voici 20 ans, elle en compte aujourd'hui 164. Le commerce international a continué à se développer malgré l'échec du lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales. Le léger tassement des échanges mondiaux de marchandises en 2001 est plus lié au ralentissement de l'économie mondiale du tout début des années 2000 qu'à l'impact de la conférence ministérielle de Seattle. La période 2001-2008 constitue même un âge d'or du commerce international, les échanges de marchandises ayant été multipliés par 2,6 sur cette période. La rupture en la matière – si rupture il y a – est d'abord liée à la crise économique de 2008-2009, puis à l'arrivée au pouvoir aux États-Unis, à partir de 2017, d'une administration ouvertement protectionniste.



Source : OMC.

Le processus de mondialisation est plus difficile à évaluer. D'après le *KOF Globalisation Index*¹², calculé par pays sur la base de plusieurs indicateurs économiques, sociaux et politiques, il n'y a pas eu d'inflexion suite au sommet de Seattle. On a même pu observer une nette progression de cet indice entre 2002 et 2007 (+5,3 points). À chaud, le 6 décembre 1999, le journaliste Patrick Sabatier parlait dans *Libération* d'« un véritable moratoire de la mondialisation » : de toute évidence, il n'y eut nul moratoire.



Source : KOF.

Tout au plus peut-on considérer que Seattle a été le moment d'une brève pause, avant une période d'accélération exceptionnelle à l'échelle de l'histoire économique récente de la marche du commerce mondial, de la mondialisation et de la croissance entre le début des années 2000 et la crise de 2008-2009.

La grande désillusion altermondialiste

Enfin, Seattle a fait naître chez certains analystes l'espoir de l'irruption d'une « société civile globale », incarnant « le pouvoir des sans pouvoir¹³ ». La mise en place d'une mondialisation par le bas – qui défierait une mondialisation par le haut satisfaisant seulement les intérêts des élites – paraissait à portée de main. On parlait alors d'un « troisième pouvoir », qui cherchait sa place aux côtés des pouvoirs politique et économique

12. L'Indice de la mondialisation (*KOF Globalisation Index*) est calculé par l'Institut de recherche conjoncturelle (KOF) de l'Institut fédéral suisse de technologie de Zurich. Introduit en 2007, il est devenu l'indice le plus utilisé dans le domaine de la recherche sur la mondialisation. Voir S. Gygli, F. Haelg, N. Potrafke et J.-E. Sturm, « The KOF Globalization Index – revisited », *The Review of International Organizations*, janvier 2019.

13. M. Kaldor, « "Civilising" Globalisation? The Implications of the "Battle in Seattle" », *op. cit.*

incarnés par les gouvernements nationaux, les institutions internationales et les entreprises multinationales. Du multilatéralisme étatique, on passerait progressivement au multilatéralisme pluri-acteurs¹⁴.

Le nouveau mouvement d'émancipation du xxi^e siècle ?

Les altermondialistes tendaient à se percevoir comme le nouveau mouvement d'émancipation du xxi^e siècle. Bernard Cassen, alors président d'Attac, expliquait en 2003 : « Les grands mouvements émancipateurs du xx^e siècle, la social-démocratie et le communisme, semblent avoir épuisé leur force propulsive et perdu leur assise populaire. Le mouvement écologiste n'a pas rempli les promesses que l'on aurait pu fonder sur lui. Le mouvement altermondialiste, même avec son aspect chaotique, pourrait bien être à l'origine d'une dynamique historique et devenir le mouvement d'émancipation sociale du xxi^e siècle. »

Les critiques de la « mondialisation libérale » ont trouvé à coup sûr un écho favorable au sein d'une partie des opinions publiques, notamment dans les pays développés durant la première moitié des années 2000, car elles faisaient écho aux inquiétudes générées par ce processus. Vingt ans plus tard, force est de constater qu'en dépit de la crise de 2008-2009, il n'y a pas eu de grand basculement en faveur de visions alternatives « progressistes », que celles-ci soient véhiculées par les mouvements altermondialistes, les grandes ONG internationales ou des mouvements sociaux comme les *Indignados* et *Occupy* par exemple. Comment l'expliquer ?

Avec le recul, on peut considérer que les contestataires ont sans doute pris un peu trop leurs désirs pour la réalité, en confondant 1) inquiétudes vis-à-vis de la mondialisation et rejet viscéral de ce processus, 2) critique de ses excès et de ses dérives et critique de la mondialisation comme telle, et enfin 3) aspiration à une meilleure régulation et aspiration à une hypothétique « autre mondialisation ».

En outre, le discours des altermondialistes, du moins dans les pays développés, s'est d'abord adressé aux catégories qui rejetaient la mondialisation pour des raisons principalement idéologiques (rejet des politiques néolibérales, voire du capitalisme), d'ailleurs souvent sans être exposées elles-mêmes à ses effets. Il n'a pas su convaincre les catégories populaires qui étaient les plus exposées à ses effets négatifs. Ces dernières expriment une critique de la mondialisation pour des raisons

14. R. Canet et R. Audet, « La société civile à l'Organisation mondiale du commerce : vers une gouvernance plus équitable ? », *Autrepart*, n° 35, 2005.

avant tout matérielles (emploi, pouvoir d'achat, sécurité économique et sociale), mais aussi culturelles et identitaires – en particulier autour du rejet de la libre circulation des personnes, notamment des migrants et des réfugiés, et d'une société multiculturelle. Or, sur ces deux dimensions, discours et propositions altermondialistes se sont avérés inopérants, privilégiant des revendications plutôt abstraites aux yeux du grand public, à l'instar de la taxe Tobin, et d'« une option préférentielle pour les pauvres ». Les mouvements populistes de la droite radicale ont, semble-t-il, mieux répondu aux préoccupations des catégories populaires, en recourant à des discours souverainiste/nationaliste, et protectionniste.

Au final, c'est l'anti-élitisme – la mondialisation comme projet porté par des élites cosmopolites, et à leur profit – qui paraît l'avoir emporté sur l'anticapitalisme – la mondialisation comme extension globalisée du capitalisme – et, par conséquent, une droite radicale prônant une démondialisation, plutôt que des altermondialistes aspirant à une autre mondialisation.

Les vraies ruptures de Seattle

Seattle n'en a pas moins été le théâtre de trois ruptures majeures.

La contestation des sommets internationaux

La première a trait aux contestations en marge des sommets internationaux. À Seattle, ce n'était pas la première fois qu'un sommet faisait l'objet d'une contestation de la part de la société civile : le premier « contre-sommet » a eu lieu en 1984 lors du G7 de Londres, sous le nom de *The Other Economic Summit*.

À Seattle, on est cependant dans un autre cas de figure : pour la première fois, l'organisation même d'un sommet est perturbée, avec une ouverture officielle qui doit être annulée, et la ville-hôte est largement paralysée par de nombreuses actions de blocages et même des violences visant des biens matériels et les forces de l'ordre. En outre, ainsi que l'affirme Donatella Della Porta, « on peut dire qu'à partir de Seattle, le mouvement contestataire a, du moins, réussi à faire sortir les négociations internationales de l'ombre des accords discrets entre diplomates et technocrates, en leur donnant une visibilité médiatique¹⁵ ».

15. D. Della Porta, « L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions », *Cultures & Conflits*, vol. 70, 2008.

De même, la représentation médiatique du sommet, traditionnellement focalisée sur le rituel diplomatique de la mise en scène du pouvoir, se déplace à partir de ce moment-là sur les actions du « contre-pouvoir ». Si avant Seattle l'image du sommet international véhiculée par les médias était celle d'un château fort du fait de l'ampleur du dispositif de sécurité déployé, après Seattle le sommet est plutôt vu comme un château fort, mais assiégé, ce qui tend à remettre en cause l'idée même de la centralisation et de la puissance du pouvoir. Enfin, à cette occasion, gouvernants, médias et opinions prennent véritablement conscience, pour la première fois, de la difficulté d'organiser les sommets internationaux, et de la vigueur de la contestation de la mondialisation.

Le « chaos » de Seattle marque l'entrée dans une ère nouvelle. Un scénario similaire se reproduira dans la plupart des villes accueillant des sommets internationaux au moins jusqu'au G8 de Gênes en juillet 2001, avec des mobilisations de masse, des actions de désobéissance civile, et des vio-

« Où qu'“Ils” soient, certains d'entre “Nous” y seront également »

lences contribuant à perturber les gouvernements des pays hôtes (ainsi que leurs forces de l'ordre), et les organisateurs des sommets : Washington (FMI-Banque mondiale, avril 2000), Prague (FMI-Banque mondiale, septembre 2000), Québec (Sommet des Amériques, avril 2001), Göteborg (Conseil européen, juin 2001), Gênes (G8, juillet 2001). Depuis Seattle, les contestataires semblent, en effet, reprendre à leur compte le mot d'ordre de Susan George : « Où qu'“Ils” soient, certains d'entre “Nous” y seront également. »

Après Seattle, il n'est donc plus question d'organiser un sommet international comme on pouvait le faire auparavant. Les gouvernements des pays hôtes et les organisateurs des réunions internationales mettent en place des mesures de sécurité exceptionnelles, surtout lorsque les sommets se déroulent dans de grandes agglomérations, et tendent plutôt à choisir des stratégies d'évitement, élisant des lieux éloignés et peu accessibles.

La mutation du débat sur la mondialisation

La deuxième rupture a trait au débat sur la mondialisation. Avant Seattle, la contestation de la mondialisation est peu visible sur la scène internationale. Elle est même inaudible, et quelque peu taboue : suite à l'effondrement de l'Union soviétique et à la renonciation de la plupart des États du Sud aux idéaux tiers-mondistes, nulle alternative globale à la démocratie pluraliste et à l'économie de marché ne paraît crédible, ou envisageable. La mondialisation, dont le terme est popularisé dans les années 1990, ne fait pas vraiment l'objet d'un débat politique public. Les débats autour de cette

thématique sont avant tout de nature académique, et touchent assez peu l'opinion publique et les partis politiques.

Tout change avec Seattle. La présence massive des contestataires, les débordements des éléments radicaux, n'ont pas été à l'origine de l'échec du lancement d'un nouveau cycle commercial. Mais le retentissement de ces manifestations, et de cet échec, a donné une visibilité et un écho sans précédent à la critique de la « mondialisation libérale ». Pour la première fois, responsables et opinion ont été contraints d'admettre l'existence d'un véritable malaise face à la mondialisation. Celle-ci fait, à partir de ce moment, l'objet d'un vif débat, public et politique, qui implique l'opinion publique, la société civile, dans un premier temps les courants antimondialisation/altermondialistes, puis les partis politiques.

Seattle marque ainsi sans doute la fin de ce que l'on peut appeler la vision romantique de la mondialisation, et donc la perte d'une certaine forme d'innocence, notamment de la part de certaines élites économiques et politiques. Sont remises en cause l'idée selon laquelle la diffusion du modèle occidental de démocratie pluraliste et d'économie de marché serait un facteur de prospérité partagée et de paix, ainsi que l'idée selon laquelle la globalisation permettrait de régler la plupart des problèmes de la planète.

Les incontournables black blocs

La troisième rupture est liée aux *black blocs*. Là aussi, il y a un avant et un après Seattle. La tactique des militants autonomes ou anarchistes vêtus de noir au visage masqué consiste à former un bloc compact dans des cortèges de manifestants, et à recourir souvent à des actions violentes, en s'en prenant soit aux symboles d'un capitalisme honni, soit aux symboles de l'État et aux forces de l'ordre. Elle est née à Berlin-Ouest au début des années 1980 dans le milieu des militants autonomes¹⁶, et s'est diffusée dans le milieu anarcho-punk en Allemagne et dans les pays proches (Pays-Bas, Danemark, etc.). Elle a été utilisée pour la première fois en Amérique du Nord lors d'une mobilisation à Washington en 1991 contre la première guerre du Golfe, les militants radicaux visant alors le bâtiment de la Banque mondiale. Mais c'est à Seattle que cette tactique acquiert, pour la première fois, une notoriété médiatique mondiale.

16. L'expression « black bloc » a d'ailleurs été inventée par la police allemande.

Pour le spécialiste des *black blocs* Francis Dupuis-Déri, «paradoxalement, c'est cette couverture médiatique inédite [à Seattle] qui a participé à l'exportation du phénomène [*black bloc*]», en contribuant à la diffusion de cette tactique un peu partout dans le monde. Il explique ainsi que «suite à la bataille de Seattle, on retrouve rapidement des *black blocs* un peu partout en Amérique du Nord, en Europe, au Mexique, en Turquie et au Brésil».

Seattle marque de ce point de vue le grand retour de la visibilité de ce que les militants appellent l'action directe, mode opératoire prôné par les anarchistes et l'anarcho-syndicalisme à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e siècle, remis au goût du jour par les autonomes à partir du début des années 1970. En matière d'activisme, Seattle a également été un tournant majeur dans l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation, la mise en place de médias alternatifs pour couvrir les manifestations, avec le réseau global de médias alternatifs et de journalistes indépendants (Indymedia, Independent Media Center), ou encore l'émergence d'un cyberactivisme. Durant la conférence, le groupe de cyberactivistes Yes Men a créé un faux site de l'OMC, en demandant aux internautes de se connecter massivement au site officiel de l'OMC, ce qui a contribué à le perturber et à le ralentir.

Youngstown, Ohio plutôt que Seattle...

Quelle place la conférence ministérielle de l'OMC de Seattle peut-elle avoir dans l'histoire contemporaine des relations internationales ? En 2015, France Culture a réalisé une série d'émissions sur le thème «Des sommets qui ont façonné le monde», consacrant des émissions aux conférences de Bandoung en 1955, de Bretton Woods en 1944, au Congrès de Vienne en 1814, et à Seattle. Peut-on affirmer que le sommet de Seattle tient dans l'histoire une place équivalente à celle de Bandoung, Bretton Woods ou Vienne ? Assurément non, mais son impact n'a pas pour autant été négligeable.

En définitive, le retournement du commerce mondial et la fin de la prédominance d'une vision libérale de la mondialisation apparaissent désormais plus liés à Youngstown (Ohio) qu'à Seattle...

Youngstown est une ville sinistrée de la *Rust Belt* – «ceinture de la rouille» –, victime de la désindustrialisation, et dont les ouvriers, hier démocrates, ont largement voté en faveur de Donald Trump en novembre 2016. Or, on le sait, le basculement de l'Ohio, de la Pennsylvanie et du Michigan – trois anciens bastions démocrates – a permis à Donald Trump d'obtenir

la majorité des grands électeurs. En outre, d'après les observateurs, la posture de l'administration actuelle dans la guerre commerciale qu'elle mène contre la Chine vise à conforter le soutien apporté par les cols-bleus à Donald Trump¹⁷. C'est semble-t-il cette critique-là de la mondialisation, plébiscitée par les catégories populaires et incarnée par Youngstown, qui est susceptible d'avoir un impact significatif sur le processus de globalisation économique, ou sur l'OMC, bien plus que celle qui avait été véhiculée par les contestataires de Seattle en 1999.



Mots clés

Mondialisation
Altermondialisme
Organisation mondiale du commerce
Société civile internationale

17. T. Gabriel, « There's No Boom in Youngstown, but Blue-Collar Workers Are Sticking With Trump », *The New York Times*, 20 mai 2019, disponible sur : <www.nytimes.com>.

